

Japon

L'expansion économique se poursuit sur sa lancée, quoique plus modérément en raison du ralentissement de la croissance des exportations. La résilience de la demande intérieure, due à l'amélioration de la rentabilité du secteur des entreprises et à la progression de l'emploi, devrait contribuer à soutenir la croissance à un taux annuel de l'ordre de 2¼ pour cent tout au long de 2005 et de 2006. Cette expansion, la plus forte depuis les années 80, devrait mettre un terme à la déflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, dans le courant de l'année 2005.

La stratégie d'assouplissement quantitatif et de taux d'intérêt zéro de la Banque du Japon devrait se poursuivre jusqu'à ce que l'inflation soit suffisamment élevée pour rendre négligeable le risque de reprise de la déflation. Un plan d'assainissement détaillé et crédible en vue d'atteindre l'objectif du gouvernement, à savoir un excédent du budget primaire d'ici le début des années 2010, est nécessaire pour asseoir la confiance dans la viabilité budgétaire. Il importe de faire encore avancer la réforme du secteur bancaire pour soutenir la reprise, et il faudrait parallèlement accélérer la mise en œuvre d'un vaste programme de réformes structurelles pour renforcer la productivité.

Bien que se ralentissant au second semestre de 2004, l'expansion se poursuit...

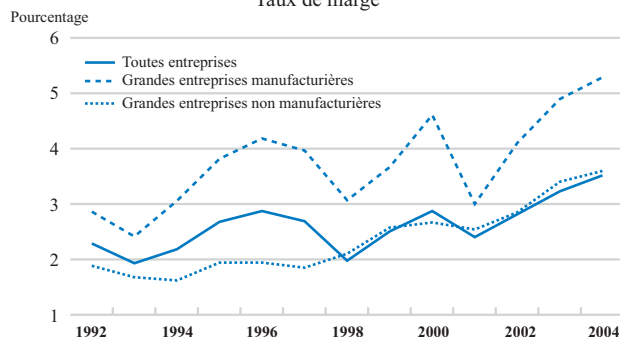
Après s'être accélérée à 5¼ pour cent au premier semestre de 2004 (taux annuel désaisonnalisé), soit le taux le plus rapide depuis 1990, la croissance de l'activité paraît devoir se ralentir au second semestre de l'année. L'une des raisons en est la progression plus modérée des exportations, due en partie à l'affaiblissement de la demande de la Chine, pays qui est entré pour plus d'un tiers dans la croissance des exportations japonaises pendant la présente phase d'expansion. En ce qui concerne la demande intérieure, l'évolution récente des commandes de machines et des ventes de détail suggère elle aussi un ralentissement de la croissance. En conséquence, la production industrielle a été pratiquement stationnaire au troisième trimestre de 2004. Bien que la croissance ait atteint un plateau, celui-ci correspond à la normalisation d'une reprise exceptionnellement vigoureuse plutôt qu'au début d'une phase de récession. De fait, l'emploi continue d'augmenter, ce qui dope la confiance des consommateurs et soutient la consommation privée. Qui plus est, la toute dernière enquête auprès du secteur des entreprises indique une amélioration de la confiance aussi bien parmi les grandes que parmi les petites entreprises.

... malgré la déflation et la baisse des prix des terrains, des salaires et des prêts bancaires

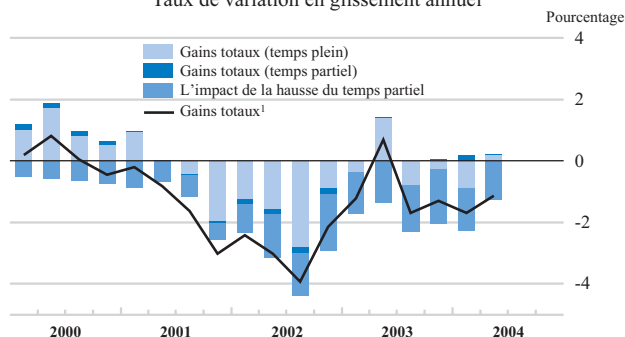
Malgré une forte croissance, à un taux de 4 pour cent en 2004, les problèmes laissés par dix années de marasme économique exercent un effet de freinage sur l'activité. En particulier, la déflation, mesurée par la variation en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (non compris l'énergie et les produits alimen-

Japon

Les profits ont été restaurés
Taux de marge



Les salaires continuent de baisser en raison de la hausse du nombre de travailleurs à temps partiel
Taux de variation en glissement annuel



1. Tous travailleurs, primes comprises.

Source : Ministère des Finances et Hasegawa, ESP, Cabinet Office, octobre 2004.

Japon : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentage de variation

	2002	2003	2004	2005	2006
Emploi	-1.3	-0.2	0.3	0.2	0.3
Taux de chômage ^a	5.4	5.3	4.8	4.5	4.2
Rémunération des salariés	-2.9	-0.9	-0.1	0.4	0.9
Coûts unitaires de main-d'œuvre	-2.6	-3.2	-3.9	-1.7	-1.3
Revenu disponible des ménages	-0.5	-0.3	0.1	1.0	2.0
Déflateur du PIB	-1.2	-2.5	-2.3	-1.3	-0.3
Indice des prix à la consommation	-0.9	-0.3	-0.1	0.1	0.6
Déflateur de la consommation privée	-1.3	-1.4	-1.5	-0.6	0.3

a) En pourcentage de la population active.

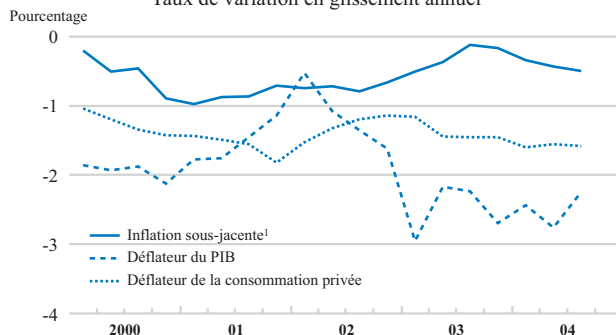
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 76.

taires), est remontée à 0.4 pour cent au premier semestre de 2004, ce qui montre bien qu'elle est devenue depuis cinq ans une constante de l'économie japonaise. Le déflateur du PIB a lui aussi baissé à un rythme plus rapide, encore que cela puisse tenir à des problèmes statistiques. Les prix des terrains continuent de chuter dans l'ensemble du pays malgré un redressement dans certains quartiers du centre de Tokyo. Les salaires s'infléchissent eux aussi à la baisse, les entreprises réduisant leurs coûts en embauchant des travailleurs non réguliers, dont les gains horaires sont sensiblement plus faibles que ceux des travailleurs réguliers. Les travailleurs non réguliers représentent maintenant plus d'un quart des salariés. Enfin, les prêts bancaires continuent de diminuer, quoique plus lentement. Cette timide amélioration de la tendance du crédit pourrait tenir à un renforcement de la demande de prêts du secteur des entreprises, mais elle s'explique aussi par une amélioration de la santé du secteur bancaire. Les grandes banques ont réduit leurs créances douteuses à 5.2 pour cent des prêts totaux, conformément à l'objectif du gouvernement qui est de ramener ces créances entre 4 et 5 pour cent des prêts totaux d'ici mars 2005 contre 8.4 pour cent en mars 2002. Qui plus est, pour la première fois depuis 1992, les banques ont enregistré en 2003 des bénéfices ordinaires.

Japon

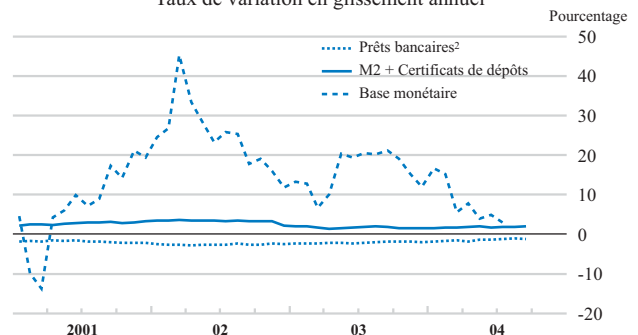
Malgré une croissance forte, la déflation persiste

Taux de variation en glissement annuel



La croissance du crédit reste faible

Taux de variation en glissement annuel



1. Comprend les prix réglemantés qui ont fortement augmenté en 2003.

2. Corrigés des variations des taux de change et à l'exclusion des pertes sur prêts et de la titrisation des prêts.

Source : Banque du Japon.

Japon : Indicateurs financiers

	2002	2003	2004	2005	2006
Taux d'épargne des ménages ^a	6.4	6.3	5.1	5.0	5.0
Solde financier des administrations publiques ^b	-7.9	-7.7	-6.5	-6.4	-6.3
Balance des opérations courantes ^b	2.8	3.1	3.5	3.5	3.7
Taux d'intérêt à court terme ^c	0.1	0.0	0.0	0.0	0.4
Taux d'intérêt à long terme ^d	1.3	1.1	1.5	1.8	2.5

a) En pourcentage du revenu disponible.

b) En pourcentage du PIB.

c) Certificats de dépôt de 3 mois.

d) Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 76.

**L'effet de la détente monétaire
est entravé par les problèmes
du secteur bancaire**

La contraction du crédit bancaire a limité l'efficacité de la stratégie d'assouplissement quantitatif adoptée par la Banque du Japon en 2001. La fourchette d'objectifs concernant les soldes courants détenus à la banque centrale est restée inchangée depuis janvier 2004, tandis que les taux d'intérêt à court terme sont encore nuls. Cette stratégie a élargi la base monétaire de 60 pour cent au cours des trois dernières années, même si le rythme de l'expansion s'est récemment ralenti. L'assouplissement quantitatif a également contribué à maintenir les taux d'intérêt à long terme à un niveau relativement bas, de l'ordre de 160 points de base. La Banque du Japon a promis de maintenir l'orientation actuelle de sa politique au moins jusqu'à ce que la variation de l'indice de base des prix à la consommation soit égale à zéro ou légèrement plus, le Conseil de la politique monétaire prévoyant qu'elle deviendra positive à l'avenir.

**L'orientation de la politique
budgétaire est légèrement
restrictive en 2004**

La vigueur de l'expansion a ramené le déficit du budget primaire de l'État de 6½ pour cent du PIB en 2003 – soit le niveau le plus élevé de la zone de l'OCDE – à 5 pour cent (estimation) cette année. Néanmoins, les politiques en vigueur ne laissent présager pour l'avenir immédiat aucun nouveau progrès sensible de l'assainissement

Japon : Demande et production

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Prix courants mille milliards de ¥	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	286.0	1.0	0.8	3.4	2.2	1.7
Consommation publique	86.4	2.4	1.0	1.9	2.1	2.0
Formation brute de capital fixe	130.3	-6.1	3.2	2.8	1.2	2.2
Secteur public ^a	32.6	-4.4	-10.8	-15.7	-7.4	-4.0
Secteur privé : résidentiel	19.0	-4.2	-0.8	2.0	1.0	-0.2
Secteur privé : autres	78.6	-7.2	9.6	9.0	3.4	4.0
Demande intérieure finale	502.7	-0.7	1.4	3.0	1.9	1.9
Variation des stocks ^b	0.0	-0.2	0.3	0.2	0.0	0.0
Demande intérieure totale	502.7	-1.0	1.8	3.2	1.9	1.9
Exportations de biens et services	52.6	8.0	10.1	14.4	7.4	8.0
Importations de biens et services	49.4	1.9	5.0	9.9	7.1	6.9
Exportations nettes ^b	3.2	0.7	0.7	0.9	0.3	0.4
PIB aux prix du marché	505.8	-0.3	2.5	4.0	2.1	2.3

a) Y compris les entreprises publiques.

b) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 76.

Japon : Indicateurs extérieurs

	2002	2003	2004	2005	2006
	Milliards de \$				
Exportations de biens et services	446.6	508.8	609.2	674	731
Importations de biens et services	395.3	439.7	522.5	590	639
Balance commerciale	51.3	69.1	86.7	84	92
Solde des invisibles	60.4	66.2	77.7	84	92
Balance des opérations courantes	111.7	135.3	164.5	168	184
	Pourcentages de variation				
Exportations de biens et services en volume	8.0	10.1	14.4	7.4	8.0
Importations de biens et services en volume	1.9	5.0	9.9	7.1	6.9
Résultats à l'exportation ^a	2.7	3.5	2.8	- 2.2	- 2.3
Termes de l'échange	0.2	- 2.4	- 3.1	- 2.3	- 0.9

a) Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 76.

des finances publiques. Du côté des recettes, le gouvernement relèvera le taux des cotisations au régime de pension et prendra plusieurs initiatives pour élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en 2005, encore que l'effet global de ces mesures ne sera probablement que très limité. Dans le même temps, les dépenses doivent être contenues conformément à l'objectif à moyen terme du gouvernement qui est de les maintenir à 38 pour cent du PIB. Ce résultat doit être obtenu par des réductions des travaux publics et des dépenses discrétionnaires destinées à compenser l'essentiel des augmentations obligatoires des dépenses de sécurité sociale et des paiements d'intérêts. Néanmoins, tout bien considéré, on prévoit qu'en 2005 la politique budgétaire sera à peu près neutre, le déficit du budget primaire ne diminuant que légèrement, à 4¾ pour cent. La dette brute des administrations publiques devrait encore augmenter pour atteindre le niveau sans précédent de 170 pour cent du PIB.

Malgré l'impact négatif de la poursuite de la baisse du crédit bancaire et des prix des terrains, l'expansion devrait se poursuivre tout au long de l'année 2006 à un taux annuel de l'ordre de 2¼ pour cent. De nouvelles améliorations de l'emploi et une stabilisation des salaires nominaux devraient suffire à soutenir la croissance de la consommation privée, même si la tendance décroissante du taux d'épargne arrive à son terme. Conjugués à l'amélioration de la santé du secteur bancaire, les profits substantiels du secteur des entreprises devraient étayer l'investissement de ces dernières, quoi que plus lentement. Qui plus est, la contribution de la demande extérieure restera probablement positive, même si elle est un peu plus faible. Il est extrêmement difficile de prévoir avec certitude le moment auquel la déflation prendra fin étant donné que les variations de prix ne semblent pas très sensibles aux conditions de la demande. Néanmoins, dans la mesure où l'on prévoit que l'économie continuera de progresser à un taux supérieur au potentiel et que l'écart de production disparaîtra, la déflation devrait disparaître en 2005. Il existe cependant un certain nombre de risques, tant extérieurs qu'intérieurs, qui pourraient menacer la poursuite de l'expansion. Un ralentissement des échanges mondiaux affaiblirait la reprise, comme le ferait également une sensible appréciation du yen. Il se pourrait aussi que la tendance à la baisse des salaires se poursuive, ce qui ralentirait la consommation privée, cependant que le gonflement régulier de la dette publique jusqu'à des niveaux difficilement prévisibles pourrait accroître la prime de risque.

L'expansion devrait se poursuivre tout au long de 2006

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE*

N° 75, juin 2004

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique
Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis
Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires
Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

N° 74, décembre 2003

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires
Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales
Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

N° 73, juin 2003

Après la bulle des télécommunications
Politiques structurelles et croissance
Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE
Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE
Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

N° 72, décembre 2002

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique
La persistance de l'inflation dans la zone euro

N° 71, juin 2002

Conséquences économiques du terrorisme
Les changements en cours du cycle économique
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

N° 70, décembre 2001

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics
L'investissement en capital humain *via* l'enseignement et la formation post-obligatoires
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

N° 69, juin 2001

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des micro-données

N° 68, décembre 2000

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE
Prix des logements et activité économique
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : en dépit des turbulences pétrolières, un raffermissement de la croissance	vii
I. Évaluation générale de la situation macroéconomique	1
Vue d'ensemble : une expansion en butte à des vents contraires	1
La hausse des prix du pétrole pèse sur l'expansion mondiale	2
Perspectives à l'horizon 2006 : surmonter le choc pétrolier	8
À court terme, les risques sont dominés par l'incertitude relative au prix du pétrole	16
À quel rythme la stimulation macroéconomique devrait-elle être réduite ?	24
Appendice : Vulnérabilité du secteur des entreprises à une hausse des taux d'intérêt	34
II. Évolution dans les pays membres de l'OCDE	37
États-Unis	37
Japon	42
Zone euro	46
Allemagne	50
France	55
Italie	59
Royaume-Uni	64
Canada	68
Australie	72
Autriche	75
Belgique	78
Corée	81
Danemark	84
Espagne	87
Finlande	90
Grèce	93
Hongrie	96
Irlande	99
Islande	102
Luxembourg	105
Mexique	107
Norvège	110
Nouvelle-Zélande	113
Pays-Bas	116
Pologne	119
Portugal	122
République slovaque	125
République tchèque	128
Suède	131
Suisse	134
Turquie	136
III. Évolutions dans certaines économies non membres	139
Chine	140
Brésil	142
Fédération de Russie	144
IV. Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques	147
Introduction	147
Perspectives à long terme du marché pétrolier	149
Scénarios du prix du pétrole jusqu'en 2030	152
Influences à court terme sur les variations du prix du pétrole	157
Effets économiques des variations des prix du pétrole	162
Appendice IV.1 : le modèle-tableur du pétrole	168
Appendice IV.2 : Volatilité des prix, stocks et prix du pétrole	169
V. Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire	171
Introduction	171
Variations simultanées de l'épargne privée et de l'épargne publique	172
Épisodes de fortes variations de l'orientation budgétaire	177
Variations compensatoires de l'épargne privée : les données empiriques	178
Effets de composition	183
Appendice : estimation de l'effet compensatoire de l'épargne privée	185
Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE	189

Annexe statistique	191
Classification des pays.....	192
Mode de pondération pour les données agrégées.....	192
Taux de conversion irrévocable de l'euro.....	192
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence.....	193
Tableaux annexes.....	195

Encadrés

I.1. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales.....	11
I.2. Le comportement des consommateurs japonais a-t-il durablement changé ?.....	14
I.3. Les prix du pétrole ont-ils surrégé ?.....	18
I.4. Où se situe le taux d'intérêt « neutre » ?.....	26
I.5. Où en sont les réformes des retraites publiques ?.....	30
IV.1. Impact d'une crise des approvisionnements pétroliers.....	160
IV.2. L'impact de la spéculation.....	161
IV.3. Canaux de transmission des effets du prix du pétrole sur l'économie.....	162
V.1. Questions théoriques.....	174
V.2. Réactions de l'épargne privée aux déficits budgétaires.....	179
V.3. Équations de l'épargne privée : variables de contrôle conventionnelles.....	186

Tableaux

I.1. L'expansion se poursuit.....	1
I.2. Les estimations à court terme dénotent une poursuite de la croissance.....	10
I.3. La croissance des échanges internationaux ne devrait pas s'essouffler.....	16
I.4. D'importants déficits budgétaires persistent.....	29
I.5. Ratios d'endettement.....	34
I.6. Proportion d'entreprises situées dans la zone vulnérable.....	35
III.1. Prévisions pour la Chine.....	141
III.2. Prévisions pour le Brésil.....	143
III.3. Prévisions pour la Fédération de Russie.....	145
IV.1. Part de marché de l'OPEP selon différentes hypothèses.....	153
IV.2. Extrapolations du prix du pétrole pour différents scénarios de la demande et de l'offre.....	154
IV.3. Les prix du pétrole brut sont devenus plus volatils que ceux des autres produits de base.....	157
IV.4. Les États-Unis et la Chine ont été des sources majeures d'accroissement de la demande de pétrole depuis 1995.....	158
IV.5. Effets mécanique d'une variation de 10 % du prix du pétrole sur la hausse des prix à la consommation.....	164
IV.6. Effets d'une hausse durable de 15 dollars du prix du pétrole.....	165
V.1. Réactions de l'épargne privée à l'orientation budgétaire.....	181
V.2. Réactions de l'épargne privée à l'orientation budgétaire dans certains pays.....	183
V.3. Réactions de l'épargne privée à l'orientation budgétaire : effets de composition.....	184

Graphiques

I.1. Les prix du pétrole ont fortement augmenté.....	3
I.2. L'expansion a quelque peu perdu de son souffle.....	4
I.3. Les performances des marchés du travail sont inégales.....	5
I.4. La reprise en Allemagne et en Italie a été tirée surtout par les exportations.....	6
I.5. L'inflation sous-jacente reste généralement modérée.....	7
I.6. La confiance est fragile.....	9
I.7. L'activité dans le secteur des hautes technologies décélère.....	10
I.8. Les performances à l'exportation des principaux pays de la zone euro divergent.....	13
I.9. La reprise de l'investissement a été lente dans certains pays.....	20
I.10. Les prix réels des logements plafonnent peut-être dans certains pays.....	21
I.11. Le compte courant des États-Unis est entré en territoire inexorable.....	23

I.12. L'impulsion monétaire est retirée à une vitesse variable et la consolidation budgétaire laisse à désirer	24
I.13. Les taux d'intérêt réels restent relativement faibles	25
I.14. L'investissement public se réduit mais les dépenses sociales augmentent.....	33
IV.1. Prix du pétrole : perspective historique	147
IV.2. L'intensité pétrolière de la production a diminué dans les pays de l'OCDE.....	150
IV.3. Il est prévu que la demande de pétrole augmente le plus en Amérique du Nord et en Chine.....	150
IV.4. Les réserves pétrolières prouvées semblent suffisantes pour les prochaines décennies compte tenu de la production	151
IV.5. Influences à court terme sur le prix du pétrole	159
V.1. Épargne privée et publique : écarts par rapport à la moyenne.....	173
V.2. Épargne privée et épargne publique : corrélations brutes.....	175
V.3. Évolution de l'épargne privée et publique.....	175
V.4. Épargne publique, ajustée pour tenir compte de l'inflation.....	176
V.5. Dette publique et patrimoine financier net dans certains pays de l'OCDE	182

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

Résumé des prévisions

	2004	2005	2006	2004		2005			2006		Quatrième trimestre		
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2004	2005	2006
Pourcentage													
Croissance du PIB en volume													
États-Unis	4.4	3.3	3.6	3.5	3.1	3.2	3.4	3.5	3.6	3.7	3.8	3.3	3.6
Japon	4.0	2.1	2.3	2.8	2.3	2.5	2.5	2.5	2.2	2.1	2.6	2.4	2.1
Zone euro	1.8	1.9	2.5	1.7	1.9	2.1	2.5	2.5	2.5	2.5	1.9	2.3	2.5
OCDE total	3.6	2.9	3.1	2.9	2.9	3.0	3.2	3.2	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1
Inflation													
États-Unis	2.0	1.8	1.7	1.5	2.1	1.7	1.7	1.7	1.9	1.6	2.2	1.8	1.7
Japon	-2.3	-1.3	-0.3	-1.6	-1.5	-1.2	-1.0	-0.6	0.0	0.1	-1.6	-1.1	0.2
Zone euro	1.9	1.7	1.8	1.4	1.9	1.9	1.7	1.7	1.8	1.8	1.7	1.8	1.8
OCDE total	1.8	1.7	1.7	1.4	1.8	1.5	1.7	1.8	1.8	1.6	1.9	1.7	1.7
Taux de chômage													
États-Unis	5.5	5.3	5.1	5.4	5.4	5.4	5.3	5.3	5.2	5.2	5.4	5.3	5.0
Japon	4.8	4.5	4.2	4.8	4.7	4.6	4.5	4.4	4.3	4.2	4.8	4.4	4.0
Zone euro	8.8	8.6	8.3	8.8	8.7	8.7	8.6	8.6	8.4	8.4	8.8	8.6	8.2
OCDE total	6.6	6.5	6.3	6.5	6.5	6.5	6.5	6.4	6.4	6.3	6.5	6.4	6.2
Croissance du commerce mondial	9.5	9.0	9.5	8.4	8.7	8.9	9.3	9.4	9.7	9.7	9.4	9.1	9.6
Balance courante													
États-Unis	-5.7	-6.2	-6.4										
Japon	3.5	3.5	3.7										
Zone euro	0.7	0.6	0.9										
OCDE total	-1.2	-1.4	-1.3										
Solde corrigé des variations cycliques													
États-Unis	-4.2	-4.0	-4.2										
Japon	-6.3	-6.4	-6.6										
Zone euro	-2.1	-1.8	-1.8										
OCDE total	-3.4	-3.3	-3.3										
Taux d'intérêt à court terme													
États-Unis	1.5	2.8	3.8	2.1	2.5	2.7	3.0	3.2	3.5	3.7	2.1	3.2	4.2
Japon	0.0	0.0	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.0	0.0	0.5
Zone euro	2.1	2.1	2.7	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.3	2.5	2.1	2.1	3.0

Note : La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux par ailleurs. Les taux d'intérêt sont : États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

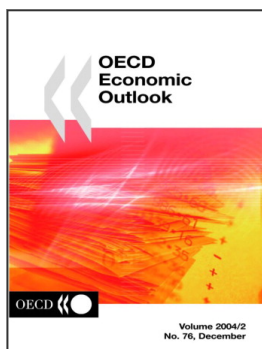
Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;

- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 5 novembre 2004 ; en particulier 1 dollar = 105.70 yens et 0.771 euro ;

Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 18 novembre 2004.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 76.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2004 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2004-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2004), « Japon », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2004 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2004-2-5-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.